

supérieur de ne pas payer une part juste. Les résultats sont probants. Plus de huit ménages sur dix verront leur impôt sur le revenu personnel baisser. Environ 850 000 Canadiens ayant des revenus faibles ne paieront pas d'impôt sur le revenu du tout. Presque neuf Canadiens sur dix ayant 65 ans et plus verront leur impôt sur le revenu réduit. La grande majorité des familles où il y a des enfants paieront sensiblement moins d'impôt. Quant à l'impôt des entreprises, beaucoup d'abris fiscaux spéciaux seront éliminés ou ramenés à des proportions plus modestes pour permettre l'abaissement des taux d'imposition. Cela signifie que le système d'imposition des entreprises sera plus compétitif face à ceux des autres pays. Il y a encore beaucoup à faire, monsieur le Président, mais nous remplacerons un régime fiscal archaïque par un nouveau régime qui permettra efficacement de stimuler l'économie et la création d'emplois.

Nous travaillons avec les provinces et d'autres partenaires pour trouver les moyens les plus efficaces de mise en oeuvre du nouveau régime, notamment, par l'instauration d'une taxe de vente nationale intégrée. Nos discussions avec les provinces progressent, mais il reste encore du chemin à parcourir.

Un autre élément clef de notre stratégie pour les années 1990, c'est l'accès assuré aux marchés internationaux pour les exportateurs canadiens. Comme vous le savez, monsieur le Président, nous combattons les forces protectionnistes sur tous les terrains. C'est pourquoi nous avons tant travaillé pour obtenir de nouvelles négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs et le commerce. Notre accord de libre-échange avec les États-Unis est un élément important de la stratégie du gouvernement en vue de renforcer la position concurrentielle du Canada dans le monde et de favoriser la prospérité des Canadiens. L'accord de libre-échange favorisera les économies d'échelle dans la production et la mise en marché au Canada. Il améliorera la productivité et stimulera l'innovation. Il rendra l'économie canadienne plus efficace et abaissera les prix de revient.

Les avantages économiques de l'accord commenceront à se faire sentir peu après son entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1989. Les prix à la consommation continueront de diminuer, ce qui fera augmenter le pouvoir d'achat des Canadiens. Les investissements dans les usines et dans le matériel de production augmenteront quand les entreprises canadiennes chercheront à profiter de la plus grande accessibilité de l'énorme marché américain.

L'élimination progressive des droits de douanes ne fera pas seulement baisser les prix à la consommation, mais elle donnera à nos industries un avantage sur les autres pays du monde dans le marché américain. Elle permettra aux industries nord-américaines intégrées de mieux affronter la concurrence étrangère. Elle fera aussi disparaître un important obstacle à la transformation des marchandises avant l'exportation, comme nous avons cherché à le faire aux dernières négociations du GATT. L'accord nous fait aussi réaliser des progrès importants dans le domaine des marchés du gouvernement en élargissant les perspectives pour les fournisseurs du gouvernement. Un meilleur accès aux marchés du gouvernement ouvrira des débouchés de 3 milliards de dollars aux entreprises canadiennes, et il est possible qu'une autre libéralisation des échanges

Le budget—M. Daubney

se fasse dans le cadre du GATT ou de négociations bilatérales à venir.

Je voudrais dire un mot de la productivité et de ses rapports avec l'initiative de libre-échange, la performance économique du Canada et l'orientation économique proposée par le gouvernement. Comme vous le savez, monsieur le Président, ce sont les gains de productivité qui nous ont donné le surplus grâce auquel le monde occidental est passé de l'ère agraire à l'ère industrielle, puis à l'ère post-industrielle. C'est durant les périodes où notre productivité a augmenté le plus vite que les services publics et la richesse personnelle ont augmenté le plus rapidement. Depuis 1973, soit depuis que le déficit du Canada est passé de zéro à son niveau actuel, la croissance de la productivité canadienne a été très lente. Quelles en ont été les conséquences? Une forte hausse du chômage; des niveaux de pauvreté accrus au Canada, plus précisément dans les régions; une faible croissance du revenu des particuliers et une vision de plus en plus pessimiste de notre capacité concurrentielle par rapport au reste du monde.

Pour qu'il y ait accroissement de la richesse nationale au Canada, il nous faut aller au-delà de nos propres frontières, vendre nos services et nos produits au reste du monde et le faire de façon rentable. Compte tenu de notre faible population et de la fragmentation de notre marché intérieur, les entreprises canadiennes ne sont pas en mesure de croître assez rapidement pour créer la nouvelle richesse dont notre pays a besoin. Parce que nos marchés sont restreints, notre production par habitant a tendance à être inférieure à celle des Américains. Naturellement, l'industrie américaine a les moyens de se spécialiser et d'investir dans des chaînes de production énormes. Vu la taille de notre marché intérieur, la productivité canadienne est désavantagée, et c'est pourquoi notre production par travailleur a toujours été inférieure à celle des États-Unis.

Le gouvernement peut-il augmenter la productivité? Je pense que la réponse à cela est oui. Cependant, et je pense que c'est bien clair, il n'y parviendra pas en cajolant l'industrie canadienne, en lui accordant des protections sans fin contre la réalité de la concurrence mondiale.

D'une façon générale, les travailleurs canadiens sont productifs, mais les gestionnaires ont tendance à manquer d'imagination, à faire preuve d'excès de prudence et à se tourner vers le gouvernement au moindre remous dans le système économique mondial. Par le passé, les administrateurs de l'industrie canadienne ont vu des menaces là où ils auraient dû voir des défis et des occasions.

• (1740)

Il y a des mesures que le gouvernement peut prendre pour améliorer notre performance économique et accroître nos chances de connaître une nouvelle prospérité. Je crois que le ministre, dans son discours du budget, a parlé de nos réalisations à ce jour, dont nous pouvons être fiers. Le libre-échange fait partie de ces réalisations. C'est une chance—et seulement une chance à mon avis, pas une chose certaine—qui s'offre à l'industrie canadienne d'améliorer sa productivité. Notre productivité est actuellement de 9 p. 100 inférieure à celle des Américains. Si nous avions libre accès au marché américain et si nous pouvions profiter des mêmes économies d'échelle qui,